

Rencontre Régionale de l'ESS

Poitou-Charentes

Lundi 8 novembre 2010, espace Tournai à Poitiers

Introduction de la journée par Pascal Duforestel, Vice-président de la Région Poitou-Charentes



On sait que les épisodes catastrophiques et les crises sont parfois les générateurs d'actes de résistance et de solidarité. L'histoire de notre région ne dément pas cet adage et offre quelques clins d'œil à notre actualité.

Ainsi **la légende** veut que ce soit la **crise du phylloxéra**, puceron ravageur venu d'Amérique et dont un foyer a ravagé les vignes du Cognaçais en 1872, qui ait accéléré l'implantation des valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire sur notre territoire.

L'abandon des vignes ruinées par ce fléau a entraîné un développement des herbages et de l'élevage, obligeant au recours au crédit coopératif, à la coopération dès 1888 dans la production et la distribution des produits laitiers.

Dès le début du 20^{ème} siècle donc, c'est le milieu agricole et apparenté qui a été porteur du mouvement coopératif et mutualiste de la région avec notamment la création en 1909, à la foire aux bœufs de Javarzay d'une mutuelle d'Assurances couvrant la responsabilité des professionnels de la viande : **la Mutuelle des Marchands de Bestiaux** qui après s'être implantée à St-Jean d'Angély allait devenir la MAPA et étendre son activité aux Métiers de Bouche et au commerce de proximité.

Les coopératives d'éleveurs ont inspiré les coopératives laitières et beurrières avant d'être ensuite copiées par des instituteurs pour créer mutuelles et coopératives.

C'est en effet dans le **contexte de l'après crise de 29**, d'un niveau de vie en baisse, d'une montée en puissance du chômage, de l'arrivée de Mussolini au pouvoir en Italie, de la nomination d'Hitler comme chancelier et Allemagne, des ligues d'extrême droite qui tiennent le haut du pavé en France, d'une presse totalement aux mains des puissances d'argent, de campagnes anti-fonctionnaires et notamment contre les instituteurs accusés de donner aux enfants des idées d'émancipation, de laïcité, de progrès ; c'est en plein cœur de cette crise-là que quelques instituteurs militants et humanistes entrent en résistance et créent la MAIF. Ils seront ensuite eux-mêmes copiés par des commerçants et artisans pour créer la MACIF, la MAAF...

« Seule la répugnance à procurer aux compagnies Capitalistes des bénéfices, utilisés en campagnes de presse contre l'école laïque et la démocratie nous a poussés à nous libérer de leur emprise. disait Edmont Proust dans les premiers textes fondateurs de la MAIF. Et d'ajouter : « En cas d'accident, ne vous affolez pas. Ayez présente à l'esprit l'idée réconfortante que vos intérêts seront défendus, non par une Compagnie plus préoccupée de bénéfices et de dividendes que de votre défense, mais par des camarades fraternels et dévoués dans le malheur. »

A l'heure où le frelon asiatique a remplacé le phylloxéra et où je laisserai à votre libre imagination le soin de faire d'autres parallèles avec l'histoire, alors que l'économie mondiale est traversée par une crise d'une toute autre nature et d'une autre ampleur car il n'y a que ceux qui ont envie de croire à une sortie de crise qui peuvent laisser penser que nous sommes loin de l'épisode **Lehman Brothers**... il y a bien entendu nécessité aujourd'hui encore d'entrer en résistance. Car nous ne sommes pas seulement dans une des crises récurrentes du capitalisme, nous sommes en plein cœur de la crise d'un de ses avatars les plus dégénérés produit par l'idéologie néolibérale. La question n'est plus aujourd'hui la répartition des richesses du capitalisme mais la course effrénée, malade à l'Argent. Or rien ne nous dit que nous sommes sortis durablement de cette spirale infernale et que l'explosion des différentes bulles spéculatives ne va pas continuer à rythmer notre vie quotidienne dans les années à venir. Non nous ne vivons pas une énième crise de l'économie, mais bien une crise du système néolibéral qui place l'argent au-dessus de tout. Face à ces dérives du capitalisme outrancier, nous devons construire un autre système qui remette l'homme au cœur du dispositif. C'est bien l'orientation donnée par Ségolène Royal quand elle donne à la Région le cap de la mutation écologique et sociale de l'économie, quand elle met en place un Plan de Croissance Verte 2011-2015 ou quand elle lance un Pacte pour l'Emploi des Jeunes.

Pour lutter contre cette économie financiarisée et globalisée, nous devons contribuer à **re-territorialiser l'économie** et à renforcer les systèmes productifs locaux. Nos armes pour contribuer au renforcement de cette économie alternative et plurielle sont multiples.

Cela passe bien entendu par l'efficacité des services publics qu'ils soient diligentés en régie ou par les différents outils de l'économie mixte.

Cela passe aussi par le regroupement et le développement des forces de l'économie sociale et solidaire qui doit transcender les questions de chapelle pour se positionner comme une alternative forte et crédible. Contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, l'Economie

Sociale et Solidaire n'est pas qu'une économie de la réparation, elle ne doit pas être uniquement le pompier de service ou l'alibi réservé aux nécessiteux et maintenu sagement en marge des « vrais enjeux ». Comme on peut le voir avec les mutuelles d'assurance ou la Coop Atlantique dans notre région, comme le démontre chaque jour le groupe Cheque Déjeuner en France, comme l'illustre la fabuleuse évolution du groupe Mandragon dans le Pays Basque espagnol... l'ESS n'est pas qu'un laboratoire de la lutte contre la pauvreté comme le titrait un récent supplément du Monde.

Et puisque nous nous devons d'être forts sur nos bases et ouverts aux autres, il va de soit que la Reconversion Ecologique et Sociale de l'économie passe aussi par notre capacité à entraîner d'autres entrepreneurs dans cette course de vitesse que constitue le bras de fer à engager. Soyons clairs entre nous pour éviter des discussions stériles : les statuts de l'ESS sont les meilleurs garants contre les dérives capitalistiques inhérentes à la faiblesse de l'Homme face aux sirènes du marché. Ils méritent même d'être renforcés et enrichis pour éviter les dérives de gouvernance qui ont conduit au drame de la Camif qu'a subi de plein fouet notre région. Toutefois cela ne doit pas nous empêcher de croire résolument en l'homme et d'associer, sous conditions, à cette reconquête territoriale de l'économie d'autres acteurs économiques acquis aux enjeux environnementaux et sociaux qu'elle soutend.

Mais, avant de tracer des perspectives que nous allons débattre et enrichir toute la journée, permettez de revenir quelques instants sur la place particulière que tient aujourd'hui l'économie sociale et solidaire en Poitou-Charentes et dans nos politiques régionales.

Pour cela, j'emprunterai à la CRES Poitou-Charentes les quelques chiffres repris dans la petite brochure du mois de l'ESS. Troisième région de France pour le taux d'emplois avec 69530 emplois, 5118 entreprises, 6958 établissements soit 17% de l'emploi dans le secteur privé et 12,5 % de l'emploi total, Poitou-Charentes a su faire perdurer l'ancrage historique.

Pour cela, la Région a dès 2004, sous l'impulsion de sa présidente, soutenu l'ESS et encourager le Vivre Ensemble grâce à plusieurs dispositifs :

- accompagnement des structures dans leurs missions respectives : la Chambre Régionale des Entreprises de l'économie Sociale (CRES), la Conférence Permanente des coordinations associatives (CPCA), l'Initiative Régionale pour l'Insertion et la Solidarité (IRIS), les Centres de Ressources des Groupements d'Employeurs (CRGE), le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), Insertion Poitou-Charentes Active (IPCA), les couveuses d'entreprises (La Ruche Oxalis, CECM 17, ACEA SCOP), l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), l'Union Régionale des Scop Poitou-Charentes (Urscop)...
- développement de l'emploi et de l'insertion par l'activité économique : soutien aux sociétés coopératives via le un dispositif spécifique des BRDE, facilité d'accès au micro-crédit professionnel, accompagnement socio professionnel des personnels relevant des chantiers d'insertion, application de clauses sociales dans les marchés publics de la Région, création et consolidation des emplois via les Emplois Tremplins associatifs et environnement,

- accompagnement des initiatives locales en facilitant l'accès au crédit : différents fonds territoriaux dont le Fonds Régional d'Investissement Solidaire, micro crédit Poitou-Charentes...

Ainsi en 2009, la Région a mobilisé l'ensemble de ces dispositifs pour accompagner les actions précitées pour un montant de 4 M€.

Aujourd'hui plus encore, l'Economie Sociale et Solidaire est un axe prioritaire de développement pour Poitou-Charentes. La Région souhaite poursuivre son action afin de :

- faciliter l'entrepreneuriat par la création ou la reprise d'activités économiques,
- développer et sécuriser l'emploi,
- développer le financement solidaire,
- faire connaître l'ESS,
- développer son organisation territoriale,
- contribuer à la croissance verte et à la diversité culturelle.

Mais comme vous le savez, Ségolène Royal aura l'occasion de revenir sur ces points en cette fin de matinée.

Dans ce contexte, quels sont les enjeux de cette journée ?

Vous le savez, l'Etat, après avoir beaucoup déshabillé, semble soudainement se ré-intéresser à l'E.S.S. Suite au rapport du député Vercamer remis le 28 avril dernier, le gouvernement a mis en place ils y a quelques semaines un Conseil Supérieur et un plan en faveur de l'ESS qui a notamment retenu les régions Rhône-Alpes, Aquitaine et Languedoc Roussillon pour expérimenter des développements particuliers.

Les acteurs de l'ESS n'avaient pas attendu cette mobilisation soudaine pour prendre l'initiative. Ainsi en créant le LABO de l'ESS, vous avez contribué M. le Président Claude Alphanéry, aux côtés du RTES (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire) à lancer un appel pour des Etats Généraux de l'ESS qui a vite transcendé les débats internes pour rassembler très largement les acteurs mobilisés quotidiennement.

Par ailleurs, les CRES continuent de faire de ce mois de novembre un mois de l'ESS riche en débats, portes ouvertes, conférences... Ainsi pour cette troisième édition picto-charentaise ce sont quelques 70 manifestations qui jalonnent le territoire.

A l'initiative de Ségolène Royal, la Région Poitou-Charentes a souhaité apporter sa pierre à l'édifice et au travers cette journée, nous souhaitons à la fois :

- contribuer aux Etats Généraux de l'ESS,
- réfléchir et définir un programme d'actions régionales de l'ESS afin de dynamiser ce secteur et améliorer sa visibilité,
- créer en Poitou-Charentes un Labo de l'ESS pour favoriser et valoriser toutes les innovations sociales,

- mobiliser l'ensemble des forces régionales de l'ESS autour de notre volonté de mutation sociale, écologique et solidaire de l'économie.

Aussi, à l'issue de cette journée, un ensemble de propositions concrètes, issues des échanges dans les ateliers thématiques, devra venir abonder le Schéma Régional de Développement Economique. Et puisque, grâce au paléontologue poitevin Michel Brunet, nous sommes réunis sous les hospices de Toumaï, qui signifie en langue gorane « espoir de vie », je ne doute pas que nous allons être à la hauteur de ce défi.